

Fondements de la doctrine nationale justicialiste

Le philosophe Francis Cousin, « héritier des courants critiques issus de la Première Internationale qui, à partir de Karl Marx et en récusation de toutes les droites et de toutes les gauches du Capital, ont toujours fermement rappelé la nécessité de l'abolition de l'argent, du salariat et de l'État, dans la perpétuation de l'extrémisme anti-étatique et anti-mercantile qui va de la Commune de Paris en 1871 à toutes les Communes qui ont suivi, de Berlin en 1919, de Kronstadt en 1921 et de Budapest en 1956 en passant par celle de Barcelone en 1936-37 jusqu'à la grève sauvage incontrôlable de Mai 68 » (1) présente ainsi son dernier livre en date, *Voyage au bout de la fin du capital* (2023) : « Il faut distinguer deux formes, successives et complémentaires, dans l'irréversible crise terminale du spectacle de la marchandise mondiale ; l'inférieure et la supérieure. La première a débuté en 2018 lorsque les taux d'intérêt négatifs sont venus dire officiellement que le crédit chimérique intensif du cycle fantastique – ayant démarré en 1968 – avait cessé de pouvoir reproduire sa reproduction et que les prodromes de 2008 avaient pleinement abouti à développer la crise historique du taux de profit dans l'inarrêtable saturation du marché mondial et la désintégration financière et monétaire généralisée ». « La seconde a commencé à déjà travailler souterrainement en rendant inévitable la mise en friche de l'économie planétaire déguisée par le mensonge étatique mondial du Covid et les mystifications climatiques du GIEC qui sont censées justifier l'ouverture du grand marché électro-écologique obligatoire qui pourtant ne règlera [si] rien à l'impossible valorisation irréversible. Chaos terroriste gouvernementaliste, immigrationnisme illimité et LGBTisme forcené ont inauguré ce vaste temps nouveau où la schizophrénie mégapolitaine du capitalisme terminal annonce sa fatale disparition. Alors au bout, lorsque plus aucune monnaie ne permettra à l'argent en tant qu'équivalent général abstrait de toute la marchandisation du monde d'assumer la répétition de sa répétition, surgira le prolétariat universel générant la Commune des besoins et des désirs humains, laquelle n'est rien d'autre que le mode générique d'existence de l'être de l'homme, c'est-à-dire l'abolition de toutes les classes, la destruction de l'argent, du salariat et de l'État. » Ce qui devrait agréer à ceux qui, contrairement aux tenants de l'« aryanisme », qui, à la suite de David William Myatt (2), croient en l'arrivée prochaine du Vindex, une figure de César vengeur (le Kalki de Savitri Devi) qui établira l'Imperium, à savoir un État autocratique inspiré du III Reich (3), savent que ni l'État ni l'argent ni le salariat n'existaient dans les premières communautés aryennes (4) ni d'ailleurs chez les premiers Germains. Ces différentes communautés comptaient chacune, elle-même divisée en tribus, en clans et en familles, quelques petites dizaines de milliers de membres (5). La naissance de l'État est contemporaine de et inhérente à l'augmentation de la population (6), qui, rendue possible par l'agriculture. L'augmentation de la population a entraîné, par réaction en chaîne, (1) la production de biens et de services ; (2) le développement des échanges, du commerce et de la finance ; (3) les déplacements de populations ou de personnes de plus en plus longs et fréquents et le brassage, métissage, de celles-ci ; (4) la formation de la richesse, du capital, du revenu ; (5) la croissance en nombre et en variété des biens de consommation et des services ; (6) la création de la police (7) ; (7) la spécialisation ; (8) le développement de l'éducation formelle, de l'apprentissage et de l'alphabétisation ; (9) les progrès scientifiques et technologiques ; (10) l'augmentation du niveau de luxe de l'oligarchie et l'augmentation du volume de la classe moyenne professionnelle et technique et de son

niveau de vie ; (11) l'expansion de l'appareil bureaucratique de l'État dans sa complexité et dans le nombre de ses employés ; (12) la croissance des sources de revenus non professionnels (retours sur investissements, dividendes, gains de loterie ou de casino, rentes, etc.) et surtout du nombre de personnes vivant de revenus non professionnels ; (13) l'augmentation du nombre des personnes dépendantes, des délinquants, des criminels et autres hors-la-loi (8), pour aboutir à la « civilisation » : n'est-il pas terriblement instructif que tous les contempteurs de Droite des « Lumières » exaltent la « civilisation », qu'ils présentent comme une invention des « Aryens » ou, en tout cas, des peuples blancs, quand le mot de « civilisation » a été créé par les plus purs représentants des... « Lumières » (9) et dont le concept, dans l'esprit des « Lumières » recouvrait très exactement les premières définitions qui en ont été données au XIXe siècle : « rendre civil et sociable ; polir les mœurs. » (Académie, 1835) ; « Action de civiliser ; état de ce qui est civilisé, c'est-à-dire ensemble des opinions et des mœurs qui résulte de l'action réciproque des arts industriels, de la religion, des beaux-arts et des sciences. » (Littré), autrement dit : « Kultur » ; « [I]a civilisation consiste dans l'ensemble des progrès matériels et moraux que l'humanité a réalisés tous les jours » (de Molinari, 1852) (10) ?

Il en résulte nécessairement que la disparition de l'État n'est envisageable que chez des peuples qui reprendraient une taille humaine. Faute de prendre en compte ce prérequis absolument indispensable – la réduction de la population –, pire : de s'en rendre compte, au mieux on se bat contre des moulins à vent, au pire on tombe dans les utopies les plus aristophanesques. Enfin, détruire l'État veut dire déboulonner les femmes, qui (nous en reparlerons dans la postface à Anatomie du pouvoir féminin, en bonne voie d'être enfin publié) représentent aujourd'hui 74 % du personnel du ministère du Travail, 74 % du personnel du ministère de la Santé, 75 % du personnel du ministère de l'Économie et des Finances, 72 % du personnel du ministère des Affaires Étrangères, 67 % du personnel du ministère de la Justice, près de 65 % du personnel de la Fonction dite « publique », pourcentages qui ne cessent de s'accroître à mesure que la rhétorique de la « parité » enfle et que le nombril du musho se gonfle. Nos révolutionnaires sont-ils prêts à s'attaquer à leurs propres femmes, aux copines de leurs propres femmes, aux femmes des copines de leurs propres femmes, à leurs propres mères, leurs propres sœurs, leurs propres tantes, leurs propres cousines, aux chihuahas de leurs propres cousines, etc. ? On nous permettra d'en douter.

Ces remarquables préliminaires fondamentales s'imposaient avant de passer au Fundamentos de Doctrina Nacional Justicialista (1966) (11), texte officiel de l'Escuela Superior de Conducción Política, un avatar de l'Escuela Superior Peronista, dirigée par un ancien capitaine SS, l'Argentin d'origine allemande Carlos Fuldner (1910 – 1992), devenu membre de la division de l'information du premier gouvernement Perón en 1947. Elle avait été rouverte le 5 novembre 1964 par une résolution du Haut Commandement à la demande de Perón – dont l'épouse la visita lors de son séjour en Argentine en 1965 – dans le but de former des cadres politiques. Son secrétaire général était un jeune médecin de 24 ans, Pedro Eladio Vázquez, qui sera plus tard le médecin personnel d'Isabel Perón. Jacques de Mahieu avait été fortement incité par les militants péronistes et le professeur Jorge Sulé à se joindre à l'équipe enseignante, qui

comprenait le philosophe et sociologue Alberto Baldrich (1898 – 1982), ministre de la Justice et de l'Instruction publique (1944-45) pendant la présidence de facto du général Edelmiro Farrell (1944-46), Hugo Petroff, secrétaire national du Secrétariat de l'enseignement (dont le secrétaire pédagogique était de Mahieu) (40), l'historien et homme politique péroniste Enrique Pavón Pereyra (1921– 2004), connu pour ses ouvrages biographiques sur Perón, dont il était très proche et Hector Martinotti, professeur de philosophie de l'Université catholique de La Plata (UCALP). De Mahieu, devenu le secrétaire académique de l'école, fut chargé de la rédaction des cours, auquel il apporta une cohérence doctrinale certaine. L'école dispensait deux types de cours, l'un pour les dirigeants politiques et l'autre pour les dirigeants syndicaux.

Le mouvement péroniste était né de la volonté personnelle du colonel Juan Perón. La société argentine était alors gouvernée par une oligarchie composée de grands éleveurs et de négociants en viande et formée par un prolétariat rural employé dans l'élevage, un prolétariat urbain croissant et une classe moyenne urbaine, dans le contexte d'une économie fortement caractérisée par la présence de capitaux britanniques et nord-américains (environ 50 % des industries étaient aux mains de capitaux étrangers) et par des phénomènes de migration interne et externe qui menaçait son équilibre. Politiquement, deux camps s'affrontaient : les conservateurs, suppôts de l'oligarchie au pouvoir et les radicaux, soutenus par les classes moyennes urbaines. L'industrialisation et l'immigration favorisèrent cependant le développement, surtout dans les zones urbaines, du parti socialiste et d'un mouvement syndical qui s'exprimait dans trois centrales : une anarchiste, une anarcho-syndicaliste et une socialiste. Depuis 1915, il existait également un parti communiste, avec sa propre organisation ouvrière, dont l'influence s'exerçait surtout parmi les travailleurs du bâtiment. En septembre 1930, le coup d'État du général Uriburu avait déjà mis fin à l'État libéral. Le modèle était celui d'une société corporatiste et autoritaire aux accents populistes, inspirée du modèle fasciste italien. Le coup d'État, qui avait été fomenté et téléguidé par l'oligarchie, provoqua une cassure entre les représentants de celle-ci et les éléments radicaux des classes moyennes. Le retour à la démocratie se fit en 1932 au profit des conservateurs et au détriment des autres partis. A la suite du coup d'État militaire de 1943, soutenu par des officiers progressistes, dont Perón, celui-ci fut nommé ministre du Travail et, en cette qualité, il mit en œuvre diverses mesures sociales en faveur de la classe ouvrière : institution de tribunaux du travail, stipulation de conventions collectives de travail, augmentation des salaires, versement d'indemnités de licenciement, octroi d'un statut aux ouvriers agricoles et aux journalistes, réglementation des associations professionnelles, unification du système de sécurité sociale, fondation d'un hôpital pour les cheminots, d'écoles techniques pour les ouvriers, interdiction des agences privées de placement. Dans un contexte de forte croissance économique, due aux gros besoins en viande des nations européennes à la suite du conflit mondial et au déplacement de la production industrielle vers les zones pacifiques, les travailleurs obtinrent ainsi dans la période 1943-1945 ce qu'ils avaient réclamé dans les luttes des années précédentes : la journée de huit heures, les congés payés, les indemnités en cas d'accident, l'extension du système de retraite, des améliorations salariales. La popularité de Perón devint telle que le gouvernement, alarmé et poussé par l'oligarchie, le fit arrêter en octobre 1945 (il était alors vice-président de la république, ministre de la Défense et secrétaire au Travail).

La colossale mobilisation populaire, organisée par les syndicats péronistes, contraignit la dictature à le libérer et à garantir des élections libres. Perón choisit alors de se présenter seul aux élections en créant le Partido justicialista. Une marée d'Argentins devant la Casa rosada sur la Plaza de Mayo à Buenos Aires cria à plusieurs reprises : « Queremos a Perón !!! ». Le 17 octobre, Perón s'exprima depuis le balcon du palais présidentiel pour les rassurer. Des élections eurent lieu en février 1946 : Perón, seul face à une coalition de partis de gauche et de droite, soutenus par les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui avaient perdu le contrôle économique et politique de l'Argentine, l'emporta, sans fraude, par environ 1 500 000 voix contre 1 200 000. Institué par sa femme elle-même en 1948, la Fundación Eva Perón œuvra à grande échelle au soulagement des nécessiteux : construction d'hôpitaux, de jardins d'enfants, d'écoles, de logements, assistance aux femmes seules, aux employés et aux personnes âgées ; organisation de colonies de vacances ; promotion des femmes, notamment dans les professions médicales ; lancement de programmes de bourses d'études ; incitations à la pratique sportive ; aide aux familles démunies ; etc. La fondation apporta notamment une aide économique au nouvel État d'Israël, dont la ministre israélienne du travail Golda Maier se rendit en visite officielle à Buenos Aires en 1951. Perón mit œuvre un programme de gestion étatique du commerce extérieur afin de rendre le pays indépendant des capitaux étrangers : nationalisation de la banque d'Argentine et interdiction des exportations de capitaux pour défendre le développement économique interne ; construction de logements, d'infrastructures (réseaux d'eau et d'égouts, etc.) ; politiques de santé (assistance gratuite, augmentation du nombre de lits d'hôpitaux, campagnes médicales contre les maladies, etc.) ; promotion de la télévision ; éducation gratuite, suppression des frais universitaires, création de l'université des travailleurs, augmentation du taux de scolarisation ; augmentation des salaires, intéressement des travailleurs aux bénéfices et financement de leurs vacances par l'État ; réforme agraire ; politiques de lutte contre le chômage ; relèvement du montant des pensions ; etc.

Le Justicialismo conçoit l'économie comme un instrument de bien-être collectif, qui doit donc être soumise au contrôle et à la réglementation publics, tout en restant un marché libre. Il a été proposé comme une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme, sur le modèle du fascisme italien, avec lequel Perón s'était familiarisé lors d'un séjour en Italie en 1939 et dont il choisit les principes fondamentaux suivants : 1. la justice sociale, fondée non pas sur la lutte des classes, mais sur la collaboration entre les classes sociales au sein du corps de l'État ; 2. l'indépendance économique du pays par rapport aux monopoles internationaux ; 3. la « troisième position » en politique étrangère, comprise comme une attitude neutre vis-à-vis des deux grands blocs qui, pendant les années de son gouvernement, étaient en pleine « guerre froide ».

En 1949, une assemblée constituante rédigea une nouvelle constitution qui reprenait les principes du justicialisme et à la rédaction de laquelle de Mahieu aurait contribué (12). Voici le manifeste du Partido justicialista avec ses vingt points tels qu'ils ont été énoncés en 1950 par Perón :

- 1 – La véritable démocratie est celle dans laquelle le gouvernement accomplit la volonté du peuple et défend un seul intérêt : celui du peuple.
- 2 – Le péronisme est essentiellement populaire. Toute faction politique est anti-populaire et donc non péroniste.
- 3 – Le péroniste travaille pour le mouvement. Celui qui sert une faction ou un caudillo au nom du parti n'est péroniste que de nom.
- 4 – Pour le péronisme, il n'y a qu'une seule classe d'hommes : ceux qui travaillent.
- 5 – Dans la nouvelle Argentine, le travail est un droit qui donne de la dignité à l'homme et c'est un devoir parce qu'il est juste qu'il produise au moins autant qu'il consomme.
- 6 – Pour un péroniste, il n'y a rien de mieux qu'un autre péroniste.
- 7 – Aucun péroniste ne doit se sentir plus qu'il n'est ni moins qu'il ne peut être. Quand un péroniste commence à se sentir supérieur à ce qu'il est, il se transforme déjà en oligarque.
- 8 – Dans l'action politique, l'échelle de valeurs de chaque péroniste est la suivante : d'abord la patrie, ensuite le mouvement et enfin le peuple.
- 9 – Pour nous, la politique n'est pas une fin, mais seulement un moyen pour le bien de la patrie, qui est la prospérité de ses enfants et sa grandeur nationale.
- 10 – Les deux bras du péronisme sont la justice sociale et le bien-être social. L'un apporte la justice, l'autre l'amour, au peuple.
- 11 – Le péronisme aspire à l'unité nationale et non à la lutte. Il veut des héros et non des martyrs.
- 12 – Dans la nouvelle Argentine, les seuls privilégiés sont les enfants.
- 13 – Un gouvernement sans doctrine est comme un corps sans âme. C'est pourquoi le péronisme a sa propre doctrine politique, économique et sociale : le justicialisme.
- 14 – Le justicialisme est une nouvelle conception de la vie, simple, pratique, populaire, profondément chrétienne et profondément humaniste.
- 15 – Le Justicialisme, en tant que doctrine politique, réalise l'équilibre de l'individu avec celui de la communauté.
- 16 – Le Justicialisme, en tant que doctrine économique, réalise l'économie sociale, en mettant le capital au service de l'économie et cette dernière au service du bien-être social.
- 17 – Le Justicialisme, en tant que doctrine sociale, réalise la justice sociale qui donne à chaque personne son droit dans la fonction sociale.

18 – Nous voulons une Argentine socialement juste, économiquement libre et politiquement souveraine.

19 – Nous construisons un gouvernement centralisé, un État organisé et un peuple libre.

20 – Ce que nous avons de mieux dans ce pays, c'est le peuple.

Le deuxième mandat présidentiel de Perón s'acheva prématurément en raison du coup d'État de 1955. Il s'exila spontanément pour éviter une guerre civile. Dans cette période 1952-55, les oppositions entre l'Église et le péronisme étaient apparues au grand jour : la première cherchait à s'appuyer sur le parti démocrate-chrétien pour réaliser ses ambitions politiques au détriment du parti justicialiste, le second ne tolérait pas l'ingérence ecclésiastique dans les affaires publiques. Le mouvement péroniste, sans caudillo, fut affaibli par des conflits internes entre les syndicalistes de gauche et les nationalistes autoritaires de droite qui le composaient. Néanmoins, le mouvement, bien qu'interdit par la dictature post-peroniste, qui révoqua la constitution de 1949, mit hors-la-loi le parti communiste et réintroduit la peine capitale, resta le principal candidat civil au pouvoir en Argentine (il l'est toujours). En 1973, des élections furent de nouveau organisées et Perón obtint 62 % des voix, revenant ainsi à la tête du pays, avant de décéder l'année suivante. Le gouvernement suivant fut balayé par un autre coup d'État en 1973.

I – L'HOMME

L'être humain naît de la famille, groupe social de base constitué par ses parents et dont il reçoit la vie et des soins de toute nature. Il se développe au sein d'une communauté plus large qui s'est formée au cours des siècles et qui lui fournit l'héritage du passé, sans lequel il ne se distinguerait pas de la bête sauvage : non seulement les biens matériels, mais aussi et surtout ses caractères biopsychiques, la civilisation et la culture de sa tradition.

L'homme est donc un animal social : il dépend de la société qui lui donne la vie et les moyens d'en profiter pleinement, conformément à son droit naturel d'individu. Il a donc l'obligation non moins naturelle d'apporter à la Communauté tout ce qu'il est capable de lui donner et éventuellement de se sacrifier pour elle.

Ce n'est que dans le cadre social que l'être humain se réalise pleinement, commandant s'il a les qualités requises, obéissant s'il en a besoin pour s'affirmer au plus haut point, mais ne subissant jamais passivement l'existence. La Communauté n'est pas un troupeau : pour progresser le plus possible, elle a

besoin que tous ses membres, chacun à la place qui lui est assignée par ses capacités, luttent sans cesse. On ne transforme pas la nature avec des jouisseurs, on ne franchit pas les obstacles avec des lâches. L'héroïsme est la première vertu de l'homme. Vivre dangereusement, c'est vivre en homme ; vivre tranquillement, c'est subsister en vache destinée à l'abattoir. Les hommes héroïques font des peuples forts. Seuls les peuples forts font l'histoire.

II – LA COMMUNAUTÉ

Naturellement ou volontairement, les êtres humains font partie de groupes sociaux et d'associations de nature différente, qui ont chacun leur ordre propre, en quelque sorte opposé à celui des autres et qui restent cependant unis par des liens de solidarité plus forts que leurs antagonismes. L'homme est membre d'une famille, d'un atelier, d'une paroisse, d'un club sportif, etc., en dehors desquels il ne pourrait ni procréer ni produire, ni prier, ni se divertir. Les familles regroupées sur un certain territoire constituent une commune ; plusieurs communes, une province ; plusieurs provinces, une nation. Il en est ainsi ou devrait en être ainsi pour les autres groupes qui ont la même fonction.

La Communauté se présente donc comme une pyramide de fédérations différenciées, dont chacune joue un rôle particulier au sein de l'organisme social. Elle n'est pas un simple conglomérat, mais un ensemble unitaire qui naît, se développe et meurt comme un individu. Issue du passé, la Communauté crée son histoire en s'affirmant dans le présent par l'adaptation à des conditions de vie toujours changeantes et se projette dans l'avenir avec une quantité de possibilités qu'il lui appartiendra de réaliser ou de rejeter dans l'oubli.

Pour s'affirmer de plus en plus, la communauté nationale doit être maîtresse de son destin. Asservie par une puissance étrangère ou prolétarisée par la finance internationale, la nation ne peut que survivre, humiliée et exploitée. Mais elle ne peut pas non plus donner le meilleur d'elle-même lorsqu'une fraction de ses membres la gouverne à son profit ou exploite le travail des autres.

Il n'y a pas de communauté nationale sans souveraineté politique, indépendance économique et justice sociale.

III – L'ETAT

Les groupes fédérés qui constituent la Communauté ne sont pas seulement destinés à coexister, mais aussi à collaborer, au sens précis du terme, comme les membres d'une famille. Chacun a un rôle particulier à jouer au sein de l'organisme social. Leurs fonctions respectives sont complémentaires. L'harmonisation de tant d'activités diverses et interdépendantes ne peut se concevoir sans un ordre hiérarchique, qui implique un commandement. C'est la raison première pour laquelle toute communauté dispose d'un organe spécialisé dans la direction politique : l'État. C'est à lui qu'il revient de donner à la nécessaire multiplicité des groupes et des fédérations l'unité sans laquelle il n'y aurait que chaos.

Pour diriger la Communauté, l'État doit la connaître et pas seulement dans sa réalité actuelle. Il ne peut créer l'histoire sans savoir d'où viennent les éléments dont il dispose, c'est-à-dire sans les saisir dans leur évolution. Pour pouvoir projeter l'intention historique de la nation, l'État doit l'interpréter et, plus encore, l'incarner.

Il doit aussi donner aux forces internes du corps social l'unité et la continuité qu'elles ne possèdent pas spontanément. Des groupes, des associations et des communautés intermédiaires naissent des dynamismes qui constituent la « matière première » de la pérennité de la communauté. Mais ces dynamismes tendent à s'épuiser dans des antagonismes stériles que l'État doit surmonter en faisant en sorte que les forces hostiles concourent à l'affirmation nationale.

IV – LA SUBVERSION BOURGEOISE

À la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, l'ordre social naturel a été perturbé par un phénomène pathologique dont nous subissons encore les conséquences. Des groupes qui vivaient en marge de la société communale, en pratiquant le commerce extérieur et, clandestinement, le prêt à intérêt, s'étaient enrichis sans y gagner davantage que le simple confort matériel. Ils aspiraient au pouvoir et, au terme d'un long processus de subversion idéologique, sont parvenus à s'emparer de l'État français, puis, par la force ou la propagande, des autres États du monde occidental.

La bourgeoisie a alors adapté les structures de l'État à ses besoins, le transformant d'organe de gouvernement de la communauté en instrument de sa propre domination. Mais les « forces d'occupation » sont divisées en de nombreux groupes concurrents, en raison de leur nature très mercantile. Afin qu'aucun de ces groupes ne puisse supplanter les autres, la bourgeoisie triomphante a divisé l'État en trois pouvoirs autonomes et fait dépendre les fonctions publiques les plus importantes d'un processus électoral individualiste. Chaque groupe forme son propre parti. D'abord réservé à la

bourgeoisie par le suffrage censitaire, le droit de vote s'est étendu progressivement au fur et à mesure que le peuple a été endoctriné par des médias monopolistiques : l'école et la presse. Si une élection donne néanmoins des résultats insatisfaisants, elle peut toujours être annulée.

Son unité et sa continuité étant ainsi rompues, l'État, occupé par la bourgeoisie, s'est considérablement affaibli. La bourgeoisie ne pouvait tolérer l'existence de puissantes communautés intermédiaires, auxquelles elle n'était pas sûre de pouvoir imposer sa volonté. C'est pourquoi elle a dissout les corporations, a soumis l'Eglise et même, dans certains pays, a divisé les provinces historiques. Son but était de transformer le peuple organisé en une masse d'individus isolés, « nés enfants trouvés et destinés à mourir seuls », selon l'expression de Renan. Car, aussi faible soit-il, l'État bourgeois pourra toujours dominer un troupeau d'êtres humains indifférenciés. Au nom d'une Liberté mythique et irréaliste, la bourgeoisie s'est efforcée de retirer à l'homme les privilèges et les libertés dont il jouissait auparavant en vertu de sa fonction. Elle y est parvenue dans une large mesure.

V – CAPITALISME

Sous le régime démolibéral, l'argent devient la source exclusive du pouvoir. La dissolution des corporations et la légalisation du prêt à intérêt suppriment tous les obstacles à l'enrichissement par l'exploitation de l'homme par l'homme : du pauvre par le riche, du producteur par le parasite.

En promettant la liberté politique aux autres, la bourgeoisie s'assure la liberté économique, qu'elle utilise pour annuler la première. Car la liberté est indivisible, absolue pour tous : pour les forts et les faibles, pour les riches et les pauvres. Autrement dit, comme le disait Jules Guesde, au sujet du renard et de la poule : pourquoi la poule se plaindrait-elle d'être dévorée par le renard si elle est libre de manger le renard ?

Avec leurs richesses jusqu'alors inutilisées, les bourgeois ont ouvert des manufactures et l'artisan libre d'autrefois est devenu salarié. Il n'est plus propriétaire de ses outils ni du produit de son travail. Il se contente de vendre son travail au capitaliste qui en fixe le prix selon la « loi » de l'offre et de la demande. Bien entendu, le travailleur est absolument libre de ne pas accepter le marché et donc, comme le disait Jules Guesde, de mourir de faim.

La société se divise ainsi en classes : d'une part, le groupe de ceux qui possèdent les moyens de production, c'est-à-dire la bourgeoisie capitaliste ; d'autre part, le groupe des salariés, c'est-à-dire le

prolétariat ; entre les deux, le conglomerat de tous ceux qui n'appartiennent à aucun des deux camps, c'est-à-dire la classe moyenne. La stratification de la communauté devient économique : les exploités, les exploités et, au milieu, ceux qui ne sont clairement ni l'un ni l'autre.

VI – LE CAPITALISME D'ETAT

Karl Marx a prédit au milieu du siècle dernier que le capital se concentrerait dans un nombre de plus en plus restreint de mains et que la classe moyenne serait absorbée par le prolétariat. Ces prédictions ne se sont pas réalisées dans le monde libéral. Au contraire, les détenteurs de capitaux se sont multipliés et les classes moyennes n'ont cessé de s'étendre, absorbant des pans de plus en plus importants de la classe ouvrière. La minorité bourgeoise, qui avait su conquérir le pouvoir par le sang et le feu dans les décennies qui ont suivi 1789, n'était manifestement plus la même. Elle s'est laissée amollir par la vie facile et s'est révélée incapable de réaliser le monopole dont elle rêvait.

Soudain, en 1917, dans un pays, la Russie, où le capitalisme embryonnaire n'avait pas encore réussi à s'imposer, une minorité insurrectionnelle, très proche dans sa composition des Jacobins, s'est emparée du pouvoir et, à travers l'État, qu'elle occupait, est devenue l'unique détentrice – collégiale – des moyens de production, de diffusion et de répression. Au fil des années, cette minorité combattante s'est transformée en une oligarchie techno-bureaucratique fermée, capable de réaliser un capitalisme parfait, en évitant les écueils du libéralisme. En dehors d'elle, il n'y avait que des prolétaires sans défense, dont les syndicats n'étaient que des instruments du pouvoir de l'État-patron.

Il n'y avait donc – et il n'y a toujours – pas de différence entre le capitalisme libéral et le capitalisme d'État, si ce n'est des degrés de cohésion et d'efficacité différents. Cette différence était encore plus marquée qu'aujourd'hui à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors et surtout ces dernières années, le système soviétique s'est libéralisé au point de réintroduire le profit et la concurrence entre les entreprises, tandis que le système libéral s'est durci à la suite de la guerre, l'Etat intervenant de plus en plus dans la conduite de la vie économique.

VI Bis – LE SYNDICALISME

Les salariés ne pouvaient évidemment pas accepter passivement la situation qui leur était imposée. Très vite, des prolétaires plus conscients et plus courageux que les autres se sont organisés pour la lutte. Ils ne constituaient qu'une infime minorité, mais ils étaient tenaces et déterminés. Avec un héroïsme digne

des temps homériques, comme l'a si bien dit George Sorel, ils ont su interpréter la classe ouvrière et s'élever contre le système capitaliste-démocratique. Comme une armée en guerre, au milieu de l'incompréhension et souvent de l'hostilité de leurs camarades de misère, ils ont affronté l'État bourgeois avec la seule arme dont ils disposaient : la grève. Une arme insuffisante, certes. Car les patrons, maîtres du pouvoir communal, ont eu recours à la police et, si nécessaire, à l'armée. Le syndicalisme révolutionnaire, en tant que tel, a échoué.

Paradoxalement, les héros de la lutte des classes ont néanmoins remporté une série de victoires sur le terrain où ils les souhaitaient le moins. Les grèves isolées – car la condition prolétarienne elle-même n'a jamais permis la réalisation des grands projets de grève générale – n'ont pas beaucoup dérangé l'État bourgeois, mais elles ont nui aux patrons contre lesquels elles étaient menées. Pour enlever aux chefs révolutionnaires le soutien de la masse des salariés, il a suffi de céder à leurs revendications matérielles et d'augmenter un peu leurs salaires. Les conditions de vie et de travail des ouvriers ont alors commencé à s'améliorer.

Il ne manquait pas de dirigeants syndicaux pour penser qu'il valait mieux abandonner une lutte sans issue et négocier avec la bourgeoisie l'incorporation pacifique du prolétariat dans le système existant, en échange d'avantages toujours plus grands. Les héros ont cédé la place à des marchands qui ont remplacé la lutte par le marchandage et le compromis. Le syndicalisme réformiste ne représente aucun danger pour la bourgeoisie. Au contraire, il garantit la pérennité du régime démo-ploutocratique. Autorisés par la loi, les syndicats médiatisés sont donc devenus de simples appendices, bruyants mais rassurants, du système dominant.

Au fil du temps, la classe ouvrière des pays les plus industrialisés s'est embourgeoisée de plus en plus. Aujourd'hui, leurs conditions de vie diffèrent peu de celles des classes moyennes. Mais ses membres restent des salariés, des sous-esclaves bien nourris. Leurs dirigeants ont fini par constituer une oligarchie capitaliste non seulement de la belle vie, mais aussi, directement ou indirectement, du pouvoir. Ce sont des hommes d'affaires comme les autres, unis comme les autres dans la défense du système.

VII – LE POUVOIR SUPRANATIONAL

L'erreur la plus grossière que l'on puisse commettre en étudiant le monde contemporain est de croire que le capitalisme libéral et le capitalisme d'État sont des ennemis irréconciliables. En réalité, ils ne sont pas plus concurrents que les puissances démo-libérales du siècle dernier. Ils se disputent la domination des colonies et des marchés, mais se retrouvent solidaires lorsque le système commun est en danger. La

Seconde Guerre mondiale l'a bien montré, de même que, dans notre pays, la collusion des libéraux et des communistes entre 1945 et 1955. De plus, tout semble indiquer qu'il existe un pouvoir supranational au-dessus des blocs démo-ploutocratique et soviétique, qui les gère à sa guise. Il est prouvé qu'un consortium bancaire international a abondamment subventionné Trotski en 1917 (*). Ce n'était évidemment pas un hasard. La grande finance n'a pas de patrie, elle n'a que des intérêts. La guerre froide et les conflits localisés ne sont que des épisodes d'opportunisme mutuel qui permettent aux États-Unis de maintenir à flot leur économie chancelante et à l'Union soviétique de renforcer les tensions internes sans lesquelles son empire risquerait fort de se désintégrer. Il est fort probable que ceux qui, à Washington et à Moscou, répondent au téléphone dont la ligne relie la Maison Blanche et le Kremlin parlent la même langue et que cette langue n'est ni le russe, ni l'anglais.

VIII – LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Au XIXe siècle, les groupes révolutionnaires qui se sont élevés contre le pouvoir bourgeois ne manquaient pas. Mais leur approche du problème était partielle. Certains, issus des classes moyennes, luttèrent pour la libération de l'État et, à travers l'État, de la nation. D'autres, formés dans le prolétariat, cherchaient à libérer la classe ouvrière de l'oppression capitaliste. Ils ne se rendaient pas compte que leur ennemi était le même : la minorité bourgeoise qui, en possession du pouvoir politique, subjuguait la Communauté et exploitait les producteurs. Souvent, par incompréhension mutuelle, nationalistes et socialistes s'affrontaient et se neutralisaient, dûment incités par des agitateurs rémunérés.

Pour que la véritable révolution devienne possible, il fallait que les groupes nationalistes prennent conscience de l'oppression capitaliste qu'ils subissaient au même titre que le prolétariat et que les groupes ouvriers prennent conscience de l'asservissement de la Communauté historique par l'oligarchie bourgeoise. C'est alors qu'ont surgi les mouvements révolutionnaires nationaux qui ont su réaliser la synthèse du nationalisme et du socialisme, de l'esprit de tradition et de l'esprit de révolution. En niant les antagonismes dépassés, ces mouvements ont constitué de véritables États supplétifs qui sont devenus les instruments de l'intention directrice de leurs communautés respectives.

Les révolutions nationales de notre siècle se sont déroulées en deux étapes. La première a consisté en la libération de l'État de l'occupation bourgeoise, ce qui impliquait une restructuration fonctionnelle. La seconde a été la libération de la communauté et surtout du prolétariat de l'exploitation économique et sociale dont ils souffraient, ce qui impliquait la transformation totale du système capitaliste de production et de distribution. Cette dernière était plus difficile à réaliser que la première : l'histoire récente le prouve.

IX – LA RÉVOLUTION NATIONALE JUSTICIALISTE

Dans notre pays, le processus révolutionnaire s'est développé de manière quelque peu différente. Le coup d'État militaire du 4 juin 1943 avait déjà libéré l'État, par une approche exclusivement politique, lorsque le péronisme est apparu, composé de groupes nationalistes civils et de la grande masse des travailleurs. Le mouvement révolutionnaire n'a pas été formé, purifié ou entraîné dans la lutte. Il manquait d'une doctrine et de cadres et même, divisé en partis et en syndicats, il manquait d'unité organique. Il n'a pas su s'endurcir et s'unifier à partir du pouvoir. Au contraire, nous avons commis l'erreur de permettre – et parfois d'imposer – l'adhésion indifférenciée au parti, l'affaiblissant ainsi encore plus. Seuls les syndicats constituaient une force cohérente, mais incomplète en raison de leur caractère de classe.

La révolution nationale justicialiste a éclaté et s'est développée au moment le plus difficile sur le plan international. Vaincue à l'intérieur, l'Union démocratique dominait le reste du monde sous le nom de Nations unies. La pression politique et militaire des Alliés, qui avait été très forte – parfois irrésistible – au cours des années précédentes, restait latente. Changer brutalement les structures politiques et économiques aurait été considéré comme une véritable provocation, avec des conséquences potentiellement extrêmement dangereuses pour notre propre souveraineté.

L'État justicialiste a donc dû agir dans le cadre institutionnel créé par l'oligarchie, c'est-à-dire avec des instruments inadaptés à ses objectifs. Il s'est contenté de donner un nouveau sens à des formes dépassées. Dans le domaine politique, la majorité électorale qui le soutenait lui a permis de gouverner sans abolir le système des partis. Dans le domaine économique, l'appui solide des syndicats lui a permis d'établir la justice sociale sans détruire le capitalisme. Ce n'est que vers la fin de notre première période de gouvernement, alors que les tensions internationales s'étaient quelque peu relâchées, que nous avons pu commencer à laisser tomber nos masques. Les constitutions de La Pampa et d'El Chaco ont fait une place à la représentation syndicale et certaines entreprises ont été socialisées. Mais, en dehors de ces quelques exceptions, par ailleurs incomplètes, la révolution justicialiste nationale s'est limitée à éliminer les effets des causes structurelles qui, constitutionnellement et légalement, agissaient toujours. Il a suffi d'un coup d'État insurrectionnel sans conséquence en 1955 pour que le régime démo-libéral se remette à fonctionner comme si rien, ou presque, n'avait changé depuis 1943.

X – AUJOURD'HUI : DOCTRINE ET MOUVEMENT

Nous devons tirer les leçons de la bataille perdue. Beaucoup d'entre nous, mais pas tous, ont pu le faire au cours de dix années de persécutions et de luttes. Mais notre mouvement reste grégaire, alors que seules les minorités agissantes, expression légitime du peuple, sont capables de faire des révolutions. Nous avons des millions d'électeurs, nous n'avons pas les quelques milliers de militants organisés qui nous sont indispensables pour vaincre le pouvoir bourgeois.

On ne peut organiser des forces révolutionnaires sans leur donner au préalable la formation doctrinale sans laquelle il n'y a pas de discipline ni de conscience des objectifs à atteindre. Beaucoup a été fait ces dernières années pour clarifier les grandes lignes idéologiques du justicialisme. Nos historiens révisionnistes ont déjà gagné la bataille dans leur domaine et la mythologie libérale ne trompe plus personne parmi nous. Nos sociologues et économistes ont approfondi scientifiquement notre doctrine, notamment dans ses aspects structurels. Aujourd'hui, l'École Supérieure de Direction Politique du Mouvement donne à cette tâche une orientation organique et normative et commence à former nos militants.

Il reste à constituer au sein du Mouvement une milice de combat qui puisse incarner, dans un esprit héroïque, le peuple révolutionnaire dans son ensemble, en dehors de la stratification de classe que nous impose le capitalisme bourgeois et que les idéologues marxistes, fidèles à des schémas dépassés, rêvent de perpétuer.

XI – DEMAIN : L'ÉTAT COMMUNAUTAIRE

Nous reviendrons bientôt à la libération de l'État. Aucun vestige institutionnel de l'occupation bourgeoise ne doit subsister. L'État doit répondre à notre réalité et à nos besoins, non seulement dans ses intentions et ses œuvres, mais aussi dans ses structures.

La nouvelle Constitution justicialiste assurera l'unité et la continuité de l'État en la personne de son chef, placé au-dessus des trois pouvoirs institutionnels. Elle garantira une véritable représentation populaire à travers les communautés intermédiaires et les corps constitués de la nation : provinces, syndicats, Église, universités, forces armées, etc. Elle respectera et promouvra l'autodétermination et les droits des groupes sociaux et des communautés intermédiaires.

Ce n'est qu'à cette condition que l'État sera en mesure de remplir ses fonctions de manière satisfaisante : toutes ses fonctions et seulement ses fonctions.

Cela suppose naturellement la suppression totale et définitive des partis politiques, qui sont les instruments de la tromperie démo-libérale. Pas plus que la Communauté n'est organiquement constituée de partis, une partie de la nation, si elle est en conflit avec les autres, ne peut valablement exprimer l'intention historique de l'ensemble, unitaire et complexe à la fois. Seul un État souverain, libéré de l'emprise des classes et des partis, peut permettre à la Communauté de se réaliser pleinement.

XII – DEMAIN : L'ENTREPRISE COMMUNAUTAIRE

Considérée sous son aspect fonctionnel, l'entreprise est une communauté hiérarchisée de producteurs, diversement spécialisés, qui s'associent pour produire un certain article ou fournir un certain service, en utilisant les outils ou les machines que la technologie moderne impose.

En revanche, considérée sous son aspect juridique, cette même entreprise n'est aujourd'hui qu'un simple capital qui achète des machines, des matières premières et de la main d'œuvre. Une pure fiction. Car si, d'un coup de baguette magique, on supprimait les propriétaires du capital, l'entreprise continuerait à fonctionner sans la moindre perturbation, alors qu'elle s'éteindrait et disparaîtrait si on éliminait les producteurs (**). Toute entité sociale – individu, groupe ou communauté – a le droit naturel de posséder les biens essentiels à sa subsistance et à sa pleine réalisation. La commune, par exemple, a un droit naturel à la propriété de la voie publique ou de l'éclairage. La commune elle-même et non la somme de ses habitants. Lorsque quelqu'un vient s'installer dans une ville, il n'a pas à acheter sa part de la rue où il habite ou de la centrale électrique qui l'approvisionne ; il ne la vend pas non plus lorsqu'il la quitte. L'entreprise est également une entité sociale indépendante de ses membres individuels du moment. Elle doit posséder son capital, que le producteur trouvera et utilisera en y entrant et laissera à son successeur en en sortant. Cela vaut pour l'entreprise industrielle comme pour l'entreprise agricole. Les réformistes petits bourgeois qui veulent parcelliser les unités organiques de nos campagnes favorisent la petite propriété et la misère (***). La terre doit appartenir à ceux qui la travaillent, comme les machines à ceux qui les opèrent. Un tel principe n'implique nullement la division de la propriété des instruments de production, mais l'abolition de la propriété individualiste des biens dont d'autres – individus ou groupes – ont besoin. En d'autres termes, la suppression du parasitisme sous toutes ses formes (****). Avec l'élimination du parasitisme capitaliste, les classes disparaîtront ipso facto. Il n'y aura plus de bourgeois ni de prolétaires, mais des producteurs fonctionnellement organisés et hiérarchisés dans leurs entreprises.

Le syndicat perdra alors le caractère de classe qui lui a imposé une lutte nécessaire dont il ne porte pas la responsabilité et redeviendra une fédération d'entreprises communautaires, avec le patrimoine social

dont il a besoin et les pouvoirs législatifs et judiciaires qui définiront ses compétences. Dans chaque union, une banque distribuera le crédit entre les entreprises, dans le cadre de la planification et de la gestion économique de l'Etat national.

La révolution justicialiste ne cherche donc pas un compromis entre le capitalisme individualiste et le capitalisme d'Etat, ni à « améliorer les rapports entre le capital et le travail ». Elle rejette en bloc toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme et veut revenir, dans tous les domaines, à l'ordre social naturel. C'est le sens de notre TROISIEME POSITION.

École supérieure de direction politique du Mouvement national justicialiste

Doyen : Général de corps d'armée JUAN PERON

DÉPARTEMENT DE DIFFUSION ÉCOLE CENTRALE (traduit de l'espagnol par B. K.)

(source : <https://jacquesmariedemahieu.blogspot.com/2009/10/fundamentos-de-doctrina-nacional.html>)

(*) Idée juste, exemple contestable (voir <https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2022/06/23/les-relations-russo-americaines-1776-1922>).

(**) C'est oublier la mécanisation, la robotisation et, aujourd'hui, l'informatisation des professions ; au milieu du XXe siècle, la première était évidemment déjà en cours depuis près de deux siècles : en 1811-12 en Grande-Bretagne, les Luddites s'opposèrent violemment notamment aux métiers textiles parce qu'ils baissaient les coûts de production et les salaires.

(***) Latifundia perdidere Italiam, dit Pline, XVIII, 7,3 ; « une énergique concentration amenait toutes les terres dans les mains de quelques grandes familles. La petite propriété disparaissait donc du sol de l'Italie romaine, et, avec elle, cette forte population de laboureurs qui aimait sincèrement la patrie, les dieux et la liberté. 'Les riches, dit Appien, s'emparèrent peu à peu des terres du domaine public, restées indivises et abandonnées en jouissance à ceux qui voulaient les défricher ; et, dans l'espérance qu'une longue possession deviendrait un titre inattaquable de propriété, ils achetèrent ou prirent de force les terres situées à leur convenance et les petits héritages de tous les pauvres gens, leurs voisins. De cette manière, ils firent de leurs champs de vastes latifundia, dont l'immense étendue ne put être cultivée que partiellement et par des mains esclaves ; ce qui était tout profit pour eux ; car les esclaves étaient une propriété des plus fructueuses, à cause de leur rapide multiplication que favorisait leur exemption du service militaire. De là, il arriva que les hommes puissants s'enrichirent outre mesure, et que l'on ne vit

plus que des esclaves dans les campagnes de Rome, veuves de leurs anciens cultivateurs libres.' La petite culture, confiée à des mains libres, avait porté l'Italie au plus haut degré de prospérité ; la grande culture , abandonnée à des esclaves, consumma sa décadence » (L.-M. Moreau, Du problème de la Misère et de sa solution chez les peuples Anciens et Modernes, t. 1. Paris, Guillaumin et Cie, 1854, pp. 148-149).

(****). Y compris de la forme la plus aiguë de parasitisme économique actuelle et dont les premiers spécimens, historiquement, ont été les banquiers et les nantis, à savoir l'« intermédiation » ? « Comme tout autre commerce, celui de la terre comporte une série d'intermédiaires, déclare péremptoirement l'économiste belge de Molinari. Pas plus qu'aucun autre, le produit-terre ne va d'habitude directement du producteur au consommateur, et c'est une erreur économique de s'imaginer que ces intermédiaires soient des parasites. Ils ont leur raison d'être, et quand ils cessent de l'avoir, ils disparaissent d'eux mêmes » (Gustave de Molinari, Notions fondamentales d'économie politique et programme économique, Paris, Guillaumin et Cie, 1891, p. 197). Laquelle donc ? Nous ne le saurons pas.

(1) Kevin Amara, « Francis Cousin, prophète marxien 2.0 », 25 avril 2019, <https://comptoir.org/2019/04/25/francis-cousin-prophete-marxien-2-0>.

(2) David Myatt (né en 1950 ou 1952), également connu sous le pseudonyme d'Abdul al-Qari, est un auteur britannique, leader religieux, militant d'extrême droite et ancien militant islamiste. En 1968, Myatt rejoignit le British Movement de Colin Jordan, un groupe néonazi où il fait parfois office de garde du corps de Jordan lors de réunions et de rassemblements. Myatt devient ensuite secrétaire de la section de Leeds et membre du conseil national du British Movement. Des années 1970 aux années 1990, il milite dans des organisations paramilitaires et néonazies telles que Column 88 et Combat 18 et est emprisonné à deux reprises pour des actes de violence en rapport avec son activisme politique. Il est le fondateur et le premier dirigeant du National Socialist Movement, dont Copeland était membre. Il a également cofondé, avec Eddy Morrison, l'organisation néonazie NDFM (National Democratic Freedom Movement), à Leeds, au début des années 1970, ainsi que le groupe Reichsfolk. En 2010, il a annoncé publiquement avoir rejeté à la fois l'islam et le militantisme politique (Roger Griffin: Terrorist's Creed: Fanatical Violence and the Human Need for Meaning, Palgrave Macmillan, 2012, p. 152 ; Daveed Gartenstein-Ross, Madeleine Blackman, Fluidity of the Fringes: Prior Extremist Involvement as a Radicalization Pathway. Studies in Conflict & Terrorism. Taylor & Francis, 2019).

(3) Voir Nicholas Goodrick-Clarke, Black Sun: Aryan Cults, Esoteric Nazism and the Politics of Identity. New York, New York University Press. 2003, p. 22 ; David William Myatt, The Vindex: The Destiny of the West, Liberty Bell, 1984.

(4) Voir <https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2021/02/25/considerations-sur-la-question-aryenne>.

(5) On estime environ à vingt mille les Wisigoths qui conquièrent l'Italie après avoir pillé Rome en 410 de notre ère ; à une quinzaine de milliers les Vandales qui soumièrent l'Afrique du Nord (Herwig Wolfram,

The Roman Empire and Its Germanic Peoples, traduit par Thomas Dunlop, Berkeley, Los Angeles et Londres, University of California Press, p. 193).

(6) Voir James C. Scott, Homo Domesticus: Une histoire profonde des premiers États, 2021 ; c'est la réalité que tente timidement de rappeler celui qui soumet à une interview Cousin (qui noie le poisson) à <https://www.breizh-info.com/2023/06/30/221907/les-racines-profondes-de-la-crise-systemique-du-capitalisme-par-francis-cousin> (à partir de 1:11:00).

(7) Voir

<https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2020/11/25/une-genealogie-de-la-police-1;>
<https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2021/05/22/une-genealogie-de-la-police-2.>

(8) Voir Scott Nearing, Civilization and Beyond: Learning from History, Qontro Classic Books, 2010.

(9) Soit par Voltaire, soit par Turgot, avant d'être vulgarisé par Mirabeau (A. de Foville, « La marche de la civilisation dans le présent et dans l'avenir », in Annales du Conservatoire des arts et métiers, 2e série, t. 3, Paris, 1891 [pp. 5-], p. 6).

(10) Gustave de Molinari, OEuvres complètes, Éditions de l'Institut Coppet, vol. 9, 2022, p. 128.

(11) Bien qu'il n'ait pas été signé par de Mahieu, le style, reconnaissable entre mille, ne laisse absolument aucun doute sur sa paternité.

(12) Juan Luis Besoky, « De Maurras a Perón. A trajetória intelectual de Jaime María de Mahieu e sua influência no nacionalismo argentino », in Ernesto Bohoslavsky, Rodrigo Patto Sá Motta, Stéphane Boisard, Pensar as Direitas na América Latina, São Paulo: Alameda, 2019, p. 490.